

Les métiers du droit



© Fizkes / istock

Magistrat-e, greffier-ière, surveillant-e pénitentiaire, huissier-ière, avocat-e, juge, notaire, juriste d'entreprise : le secteur du droit comprend un large panel de métiers. Pour augmenter ses chances de décrocher un emploi, une spécialisation dans un domaine précis est fortement recommandée.

EFFECTIFS DES MÉTIERS DE LA JUSTICE



Justice judiciaire : 33 726 ETP *

Administration pénitentiaire : 42 319 ETP *

Protection judiciaire de la jeunesse : 9 118 ETP *

* équivalents temps plein

Source : justice.gouv.fr

MÉTIERS QUI RECRUTENT



- Magistrat-e
- Greffier-ère
- Agent-e pénitentiaire
- Avocat-e spécialisé-e en droit social, droit des affaires, commercial ou droit fiscal

QUELLES SPÉCIALITÉS CHOISIR AU LYCÉE ?

- Histoire-géographie, géopolitique et sciences politiques
- Humanités, littérature et philosophie, mathématiques
- Sciences économiques et sociales
- Langues, littérature et cultures étrangères
- Littérature, langues et culture de l'antiquité

Filière en tension !

Le droit fait partie des filières les plus demandées. Les places en L1 sont proposées en priorité aux candidat-e-s qui répondent aux « attendus » fixés par les universités. Les autres candidat-e-s peuvent se voir proposer des « parcours adaptés », avec des renforcements et des mises à niveau.

Secteur et emploi

Au cœur de la justice et de la réglementation

Le secteur du droit comprend une multitude de fonctions et de statuts différents avec des perspectives d'emploi très variables selon les métiers.

■ Au tribunal, en entreprise, en cabinet

La justice française emploie plus de 87 000 personnes parmi lesquelles quelque 8 500 magistrats. Ils peuvent intervenir dans des juridictions diverses : tribunaux, conseils des prud'hommes, cours d'assises...

La justice regroupe également l'administration pénitentiaire et les services d'insertion et de probation

dont la mission est de faire exécuter les décisions des magistrats (travaux d'intérêt général, peines d'emprisonnement, etc.).

D'autres professionnels, comme les avocats, les huissiers ou les greffiers, font fonctionner la machine judiciaire, chacun ayant ses missions propres. La France compte plus de 68 000 avocats regroupés dans 164 barreaux et près de 13 000 greffiers et directeurs de services de greffe.

Les entreprises emploient également plus de 17 000 juristes qui mettent en place et contrôlent les lois régissant la vie économique de la société.

De nombreuses autres professions sont ouvertes aux diplômés en droit : administrateur judiciaire, conseiller en propriété industrielle, commissaire-priseur judiciaire, lobbyiste, etc.

À LIRE AUSSI

Travailler dans la fonction publique d'État n° 2.01
Travailler dans la fonction publique territoriale n° 2.02
Avocat-e n° 2.513
Juge - magistrat-e n° 2.514
Les métiers du notariat n° 2.517
Les métiers de la gendarmerie n° 2.542
Les métiers de la police n° 2.543
Les métiers de la médiation n° 2.763

■ Des métiers féminins

Les professions juridiques attirent les femmes. Aujourd'hui, les avocates sont plus nombreuses que leurs homologues masculins et représentent 56 % de la profession.

D'autres professions juridiques comptent une part importante de femmes. C'est le cas, par exemple, du métier de greffier qui compte 88 % de greffières. Plus de 65 % des magistrats et 67 % des juristes d'entreprises sont également des femmes.

■ Des modes d'exercice différents

Les spécialistes du droit qui travaillent en entreprise comme les juristes ou les fiscalistes ont généralement un statut de salarié. Ils sont intégrés, en fonction de leur spécialité, à la direction administrative et financière, aux ressources humaines, au département du développement durable ou rattachés à la direction générale de l'entreprise.

Les magistrats sont pour leur part fonctionnaires. C'est également le cas du personnel de l'administration pénitentiaire ou des greffiers.

Quant aux avocats, nombreux sont ceux qui exercent leur activité en mode libéral : seuls 4 % d'entre eux ont un statut de salarié. Ce mode d'exercice implique un travail important de recherche de clientèle, communication, gestion administrative et comptabilité.

■ Tendances emploi

Le nombre de postes proposés par le ministère de la Justice dépend des décisions étatiques et des priorités gouvernementales. Les magistrats sont particulièrement recherchés car la France en manque.

Le nombre d'avocats n'est quant à lui pas encadré. Il augmente régulièrement depuis une dizaine d'années. Selon le ministère de la Justice, entre 2009 et 2019 une hausse de 36 % a été constatée.

Les juristes travaillant pour le secteur privé sont de plus en plus recherchés. Quasiment tous les grands groupes comptent un ou plusieurs spécialistes du droit au sein de leur personnel.

Cependant, les études de droit restent une filière en tension. Nombreux sont les diplômés en droit qui entrent sur le marché du travail chaque année. La compétition fait rage car les offres d'emploi restent inférieures au nombre de diplômés.

Beaucoup estiment qu'ils occupent un poste en dessous de leur qualification ou que leur emploi ne correspond pas à leur formation.

Pour mettre toutes les chances de son côté, une spécialisation est fortement recommandée. Le droit social, le droit fiscal et le droit commercial sont des spécialités recherchées. Une expérience à l'étranger, qu'il s'agisse de stages ou d'études, est également un plus sur le CV.

■ Qualités requises

Pour travailler dans le domaine du droit, rigueur, précision et sens de l'analyse sont requis.

Il faut être capable d'assimiler rapidement une grande quantité d'informations, de les synthétiser mais également de les retranscrire et de les expliquer. Discrétion et intégrité sont également des qualités importantes pour ces métiers hautement confidentiels et sensibles.

Pour les fonctions au contact des clients, un excellent relationnel, une bonne écoute et le sens de la pédagogie sont nécessaires.

Pour ceux qui s'orientent vers la plaidoirie, éloquence et charisme sont primordiaux pour convaincre juges et jurés.

Et pour ceux qui envisagent de travailler comme juriste dans un groupe international, l'anglais courant est requis.

Métiers du service public de la Justice

Les métiers du service public de la Justice sont des métiers réglementés qui s'exercent sous le statut de fonctionnaire. Ils sont rattachés à différents ministères (Justice, Défense ou Intérieur). L'accès à ces métiers se fait le plus souvent sur concours.

■ Juge

Sa mission consiste à prononcer des jugements sur les litiges qui lui sont soumis par les parties ou sur réquisitoire du parquet. C'est lui qui est chargé d'appliquer la loi et de dire le droit.

Les juges (ou magistrats) sont des fonctionnaires affiliés au ministère de la Justice, nommés et rémunérés par l'État.

Différentes spécialisations existent. À l'issue de leur formation à l'École nationale de la magistrature (ENM), les jeunes diplômés choisissent leur affectation en fonction de leur classement et des postes disponibles.

Citons à titre d'exemple: juge d'application des peines, juge au tribunal d'instance, juge au tribunal de grande instance, juge des affaires de familles, juge des libertés et de la détention... et parmi les plus médiatisés, le juge d'instruction et le juge pour enfants.

Autre appellation: magistrat-e.

Rémunération: en début de carrière, un juge gagne aux alentours de 2600 € brut par mois + primes. En fin de carrière, le salaire mensuel d'un juge atteint les 8000 €.

Formation: École nationale de la magistrature (ENM). Accès sur concours après un master en droit

■ Greffier·ère

Le greffier, agent de la fonction publique de catégorie B, assiste le juge. Il authentifie les actes de la procédure. L'audience ne peut se tenir sans sa présence car il est chargé de prendre note du déroulement des débats. La signature du greffier sur un jugement ou un arrêt est indispensable pour que celui-ci puisse être exécuté. Il peut aussi jouer un rôle d'intermédiaire entre les avocats, le public et les magistrats, expliquant, par exemple, aux plaignants la manière de constituer un dossier ou comment lancer une procédure...

Le greffier de grade principal peut accéder à des fonctions d'encadrement en qualité de chef de greffe, adjoint au directeur de greffe, chef de service, expert au sein de service spécialisé...

Évolution possible: directeur·trice des services de greffe judiciaires.

Salaire net mensuel débutant: 1610 € environ. En fin de carrière: 2580 € environ.

Formation: Concours externe ouvert aux titulaires d'un titre ou diplôme de niveau bac + 2. Formation de 18 mois à l'ENG (École nationale des greffes) de Dijon.

■ Assistant·e de justice

Afin d'accroître la qualité et l'efficacité de l'activité judiciaire, les magistrats s'entourent de collaborateurs de haut niveau auxquels ils délèguent un certain nombre de travaux préparatoires: ce sont les assistants de justice.

Les assistants de justice sont des agents de l'État, non titulaires. Recrutés par contrat pour une durée de 2 ans renouvelable deux fois, ils agissent sous l'autorité des magistrats qu'ils assistent. Ils apportent leur concours aux travaux préparatoires réalisés par les magistrats: recherche de documentation et de jurisprudence, rédaction de notes de synthèse des dossiers, de projets de décisions sur les instructions des magistrats. Ils ne prennent en aucun cas de décision. Ils sont soumis au secret professionnel.

Les postulants adressent un dossier de candidature (CV + lettre de motivation manuscrite + copie des diplômes) aux chefs de cour (premier président et procureur général) du lieu où ils souhaitent exercer.

Rémunération: les assistants de justice perçoivent une indemnité de vacation horaire fixée par arrêté de 450 à 500 € environ net mensuels.

Formation: diplôme de formation juridique niveau bac + 4 minimum.

■ Surveillant·e pénitentiaire

Le surveillant pénitentiaire accompagne et surveille les détenus au cours de leurs déplacements et de toutes leurs activités: réveil, appel, promenade, exercice sportif, travail en atelier, activité socio-éducative, parler, douche... Chaque gardien a en charge de 20 à 40 détenus selon les activités pratiquées. C'est lui qui effectue les fouilles corporelles régulières ou exceptionnelles ainsi que l'examen minutieux des cellules.

Le surveillant acquiert parfois une spécialité: surveillance extérieure, service photo, lingerie, cuisine. L'une des missions du surveillant consiste aussi à favoriser toute action de réinsertion future pouvant s'organiser à l'intérieur de la prison (apprentissage, culture, lecture...).

Les surveillants pénitentiaires peuvent évoluer rapidement vers des postes d'encadrement (premiers surveillants et majors) puis des postes de commandement (lieutenant, capitaine, commandant pénitentiaire).

Les surveillants, responsables des prisons et personnels administratifs et techniques sont recrutés sur concours de la fonction publique d'État. Ils sont fonctionnaires du ministère de la Justice. C'est un métier qui recrute.

Salaire net mensuel débutant (pour un surveillant pénitentiaire) : 1 584 €. En fin de carrière (major) : 2 592 € + primes.

Salaire net mensuel débutant (pour un lieutenant pénitentiaire) : 1 717 €. En fin de carrière (commandant) : 3 522 € + primes.

Formation : surveillant·e pénitentiaire ou gardien·ne de prison (catégorie C) : concours externe ouvert aux titulaires du diplôme national du brevet ou équivalent, âgés de 19 ans minimum. Une fois admis, les élèves surveillants suivent une formation (cours et stages pratiques) rémunérée 1 164 € net (hors primes) de 6 mois, dispensée à l'École nationale d'administration pénitentiaire (Enap), à Agen.

Lieutenant·e pénitentiaire (catégorie B) : concours externe ouvert aux titulaires d'un diplôme de niveau bac + 2. Une fois admis, les élèves suivent une formation de 12 mois à l'Enap.

POUR EN SAVOIR PLUS

Pour plus d'infos sur le secteur, l'emploi et les métiers du droit, consultez notre sélection de sites internet.

Voir liste 1 du carnet d'adresses.

■ Conseiller·ère pénitentiaire d'insertion et de probation

Au sein des services d'insertion et de probation, il est chargé d'aider à la prise de décision judiciaire et de mettre en exécution les décisions restrictives ou privatives de liberté. Ses principales missions sont de rétablir le dialogue entre la société et la personne prise en charge ainsi que de préparer sa réinsertion. Il collabore avec tous les intervenants sociaux.

Les conseillers pénitentiaires interviennent en prison mais également à l'extérieur. Ils ont le statut de fonctionnaires d'État et sont recrutés sur concours. Attention, même si leur nombre est en augmentation, très peu de places sont disponibles. En 2021, 183 places sont offertes au concours externe.

www.metiers.justice.gouv.fr

Salaire brut mensuel débutant: 1 917 € en tant qu'élève; 2 513 € en tant que conseiller débutant.

Formation : diplôme d'État assistant de service social, BUT carrières sociales, diplôme d'État éducateur spécialisé. Après un concours de niveau bac + 3, il faut suivre 2 ans de formation au sein de l'École nationale de l'administration pénitentiaire (Enap). Une classe préparatoire intégrée est proposée par l'Enap.

JURISTE DANS LA FPT

Les métiers de la FPT (fonction publique territoriale) recrutent par voie de concours (catégories A, B et C). Les juristes sont très bien placés pour ces recrutements. La responsabilité d'un centre communal d'action sociale, par exemple, peut être confiée à un attaché territorial titulaire d'un master en droit social ou d'un master pro administration des collectivités locales.

www.cnfpt.fr

■ Éducateur·trice de la protection judiciaire de la jeunesse (PJJ)

Depuis la création du nouveau corps des éducateurs de la protection judiciaire de la jeunesse en 2019, les éducateurs de la PJJ appartiennent au corps de catégorie A de la fonction publique d'État (administration pénitentiaire). Ils travaillent en milieu ouvert et en hébergement auprès des mineurs mis en danger par leur situation familiale ou des parcours de vie chaotiques, ainsi que des adolescents de 13 à 18 ans poursuivis par la justice ou jugés, qu'ils soient placés en centre social ou détenus.

Leurs missions sont multiples :

- aider les jeunes en danger à résoudre leurs problèmes familiaux (placement en famille d'accueil ou en centre d'hébergement...)
- les suivre et les soutenir en période de crise
- faire de la prévention à destination des jeunes en voie de marginalisation...

Ils peuvent intervenir, par exemple, au sein des classes-relais qui accueillent des collégiens en difficulté, ou proposer des activités au sein d'associations.

Les éducateurs PJJ s'occupent aussi des délinquants. Ils proposent aux juges pour enfants les solutions éducatives les mieux adaptées à leur réinsertion, puis mettent en œuvre les décisions judiciaires. En cas d'incarcération, ils préparent leur sortie.

Dans tous les cas, il élabore un projet éducatif personnalisé avec le juge pour enfants et l'équipe de travailleurs sociaux (assistantes sociales, psychologues), afin de favoriser la réinsertion sociale du jeune.

www.metiers.justice.gouv.fr rubrique Protection judiciaire de la jeunesse

Salaire brut mensuel débutant: de 1 710 € (hors primes de nuit, dimanche et jours fériés). En fin de carrière: 2 764 €.

Formation: diplôme d'État éducateur spécialisé. Concours de la fonction publique de catégorie A. Un diplôme de droit est un atout pour ce concours. La formation rémunérée dure 2 ans et est organisée en alternance à l'École nationale de la protection judiciaire de la jeunesse à Roubaix (ENPJJ).

PRÉPA ÉGALITÉ DES CHANCES À L'ÉCOLE NATIONALE DES GREFFES

Deux classes préparatoires Égalité des chances préparent au concours externe de greffier et à celui de directeur des services de greffe judiciaires. Elles s'adressent aux candidat-e-s méritant-e-s et motivé-e-s issu-e-s de quartiers et/ou de milieux sociaux défavorisés. Les critères de recrutement sont notamment les ressources du candidat et de sa famille, les résultats des études antérieures et l'origine géographique. En 2021, 15 places sont offertes pour la préparation au concours de greffier et 10 pour la préparation au concours de directeur des services de greffe judiciaires. Pour s'inscrire il faut passer par l'École nationale des greffes.

www.eng.justice.fr

Professions libérales réglementées

Huissier-ère, avocat-e, commissaire-priseur-se... ces professionnel-le-s du droit exercent à titre libéral et sont rémunéré-e-s par leurs clients. Tous ces métiers sont réglementés et impliquent la possession d'un diplôme d'État.

Huissier-ère de justice

L'huissier est un officier ministériel nommé par le garde des Sceaux. Pour exercer, il doit prêter serment devant le tribunal de grande instance (TGI). Il a le monopole de deux activités principales: « signifier » le jugement rendu par les tribunaux, c'est-à-dire en informer les personnes intéressées, et faire exécuter les décisions de justice, de préférence à l'amiable, par des saisies ou expulsions si nécessaire. L'huissier peut également établir des constats, procéder à des recouvrements de créance et jouer le rôle de juriste de proximité.

www.huissier-justice.fr

La rémunération est fixée par décret. Le salaire d'un huissier est constitué d'honoraires variables selon le coût de la location de l'étude et l'activité. Il est en moyenne de 7 500 € net par mois.

Formation: Voie universitaire: formation ouverte aux titulaires d'un bac + 4 en droit ou d'un diplôme reconnu équivalent. Essentiellement pratique, elle comprend un stage professionnel rémunéré de 2 ans dans une étude d'huissier, doublé d'un enseignement assuré dans chaque région par la Chambre nationale des commissaires de justice. À l'issue du stage, le candidat passe l'examen professionnel. Il est fortement conseillé de suivre en parallèle une préparation à l'École nationale de procédure (ENP). Cette formation peut se faire à distance. À savoir: l'examen est difficile; seulement 20 à 25 % des candidats qui s'y présentent l'obtiennent.

La voie professionnelle: le candidat doit cumuler une capacité en droit, un BUT carrières juridiques ou un diplôme de droit validant 2 années après le bac, et 10 ans d'activité professionnelle au sein d'un office (dont 5 ans en tant que clerc principal).

■ Clerc d'huissier

Dans une étude d'huissier, il existe plusieurs sortes de clercs. Tous ont pour vocation d'aider l'huissier à accomplir son travail. Le clerc d'huissier est salarié dans l'étude. Il prête serment devant le juge d'instance dont ressort l'étude.

Seule l'École nationale de procédure (ENP) propose des formations pour devenir clerc d'huissier. Ces dernières s'effectuent généralement en alternance, ce qui suppose de trouver une étude d'accueil.

Le **clerc significateur** est chargé de remettre les actes et décisions de justice (les « significations ») aux personnes concernées.

Le **clerc aux procédures** suit les dossiers au quotidien. Il joue un rôle de conseil, rédige les actes et assure le suivi financier des dossiers.

Salaire net mensuel débutant: 1600 € pour un clerc significateur; 1800 € environ pour un clerc aux procédures.

Formation: Aucun diplôme préalable n'est requis (souvent, le clerc significateur est formé par l'huissier), mais un certificat de qualification professionnelle reste recommandé; bac ou expérience de 3 ans minimum dans une étude pour le clerc aux procédures.

■ Avocat·e

On distingue traditionnellement les avocats généralistes et les avocats spécialistes.

Les **avocats généralistes** pratiquent toute forme juridique. Sans être titulaires d'un certificat de spécialisation, ils ont un ou plusieurs domaines de prédilection.

Les **avocats spécialisés** sont spécialistes: droit des personnes, droit pénal, droit immobilier... La spécialisation est attestée par une mention de spécialisation. L'avocat ne peut détenir plus de 2 mentions de spécialisation et devra justifier du suivi d'une formation continue dans ce (ou ces) domaine(s).

Les **avocats aux conseils** (Cour de cassation, cour d'appel) ont le monopole de la plaidoirie devant ces instances. Ils doivent passer un examen d'aptitude spécifique.

Avocat·e de proximité

Les avocats de proximité règlent les problèmes de la vie quotidienne (divorces, conflits de voisinage, accidents de la route, droits des réfugiés et des étrangers, malfrçons dans le bâtiment...). Ils sont les plus nombreux.

Avocat·e d'affaires

Internationalisation des échanges, fusions-acquisitions, conflits du travail, nouvelles technologies... Rares sont les entreprises qui ne font pas appel à un juriste lors d'une prise de décision ou de la signature d'un contrat.

Les avocats peuvent intégrer les cabinets d'affaires et se spécialiser dans le conseil aux entreprises. Inspirés du modèle anglo-saxon, ces cabinets sont de gros recruteurs de juristes spécialisés.

Les spécialités les plus demandées sont le droit fiscal, le droit de la propriété intellectuelle, le droit des contrats et le droit économique.

Avocat·e fiscaliste

Face à l'évolution permanente de la législation, les avocats fiscalistes sont de plus en plus recherchés. Ils conseillent les entreprises, et éventuellement des particuliers, dans les domaines juridique, fiscal et contentieux. Ils s'assurent que leurs clients respectent les normes fiscales, nationales ou internationales en vigueur afin d'éviter un redressement fiscal.

L'avocat fiscaliste peut être salarié dans une entreprise mais peut exercer également dans les cabinets de conseil ou en profession libérale. Parler anglais est indispensable

Témoignage Camille D, avocate

Les débuts ne sont pas faciles notamment financièrement parce qu'il faut trouver une clientèle régulière. C'est un métier très concurrentiel, surtout dans les grandes villes. Pour y faire face, il vaut mieux se spécialiser. Une spécialisation qui se fait souvent un peu au hasard en fonction des dossiers que l'on traite et des opportunités. Mais le métier d'avocat n'est pas figé. On peut tout à fait changer de spécialité au cours de sa carrière.

Avocat·e au Conseil d'État et à la Cour de cassation

Officiers ministériels, ces avocats aux conseils sont chargés de défendre leurs clients en cas de recours contre une décision d'une cour ou d'un tribunal qui n'aurait pas été rendue en conformité avec les règles de droit. Ils sont très peu nombreux (à peine une centaine en France).

L'accès à la profession est ouvert aux titulaires du Capa (certificat d'aptitude à la profession d'avocat) ayant accompli, en outre, une formation de 3 ans à l'Ifrac (Institut de formation et de recherche des avocats aux conseils) sanctionnée par un examen d'aptitude. Cet examen leur permet d'obtenir le certificat d'aptitude à la profession d'avocat au conseil d'État et à la cour de cassation.

www.ordre-avocats-cassation.fr

Contrairement aux idées reçues, les avocats pénalistes, surtout lorsqu'ils débutent, ne gagnent pas bien leur vie, exceptés quelques ténors du barreau. Le revenu mensuel des jeunes avocats se situe entre 1 800 et 2 700 € brut la première année d'exercice. Les salaires varient aussi beaucoup en fonction de la zone géographique. Les avocats gagnent globalement mieux leur vie à Paris qu'en province.

Formation: L'examen d'entrée en école d'avocats (EDA) est accessible aux titulaires d'un bac + 4 (M1) en droit ou du diplôme de Sciences-Po. Mais il est de plus en plus conseillé d'aller jusqu'au master 2 pour se spécialiser dans un domaine. Les masters les plus prisés sont ceux du droit privé, droit des affaires, droit fiscal et droit social. Une fois admis en END, les candidats suivent une formation de 18 mois et doivent réussir l'examen de sortie pour obtenir le Capa (certificat d'aptitude à la profession d'avocat).

JUSTICE PÉNALE ET JUSTICE CIVILE

La **justice pénale** est chargée de juger et punir les infractions à la loi. Une infraction est une action répréhensible, prévue et réprimée par une loi pénale. Celui qui la commet est jugé par la justice pénale et encourt une amende, une peine de prison ou une peine de substitution. La **justice civile** règle les litiges entre particuliers tels que le divorce, les désaccords nés de la location d'un appartement, les sommes prêtées non remboursées... ou les litiges entre un particulier et une personne morale, privée ou publique.

■ Avocat·e au Conseil d'État et à la Cour de cassation

Ces avocats, une petite centaine au total, sont des officiers ministériels. Ils sont chargés de représenter leurs clients essentiellement devant la Cour de cassation ou le Conseil d'État, en cas de recours contre une décision d'une cour ou d'un tribunal qui n'aurait pas été rendue en conformité avec les règles de droit.

Rémunération : honoraires libres.

■ Notaire

Le notaire est un officier public et ministériel nommé sur décision du ministre de la Justice. Son rôle est de recevoir tous les actes et contrats auxquels les parties doivent ou veulent faire donner un caractère d'authenticité. Lié par le secret professionnel, il intervient dans les domaines suivants: droit de la famille, immobilier, des sociétés ou de l'urbanisme.

Authentification des actes

Le notaire reçoit tous les actes ou contrats auxquels les partenaires veulent conférer un caractère d'authenticité, soit qu'ils y soient obligés par la loi, soit qu'ils le désirent par souci de sécurité. C'est le cas, notamment, des contrats de mariage, testaments, actes de donation, règlements de succession... L'acte notarié ainsi enregistré s'impose aux contractants avec la même force qu'une loi, fait foi en justice et est exécutoire de plein droit.

Aidé d'un collaborateur d'office notarial, le notaire conserve ces actes et en délivre des copies à qui de droit.

Conseil aux familles

Les notaires peuvent conseiller les familles au sujet de leur patrimoine: contrats de mariage, donations, testaments, conventions d'indivision, sociétés civiles familiales, règlements de successions. Ils peuvent être consultés, à tout moment, pour préparer la transmission des biens ou modifier la structure d'un patrimoine, en fonction des besoins actuels et futurs (logement, compléments de retraite).

Conseil en placements

Les notaires peuvent se spécialiser dans la gestion du patrimoine. S'ils sont soumis, en matière juridique et fiscale, à une obligation de résultats dans le cadre de leur mission de service public (autrement dit, ils sont responsables en cas d'erreur), ce n'est pas le cas en matière de conseils en placements financiers. En cas de mauvaises performances des produits conseillés par eux, les notaires ne peuvent donc être incriminés.

Conseil et gestion en immobilier

Les notaires peuvent également apporter un conseil juridique et fiscal dans les opérations de construction, de rénovation ou de lotissement. Certains s'occupent même de gestion immobilière pour le compte de particuliers ou de sociétés.

Conseil aux entreprises

Entreprises et professionnels demandent des connaissances juridiques de plus en plus spécialisées (droit des affaires et des sociétés, droit européen, fiscalité, ingénierie immobilière...). Le notaire leur fournit son assistance pour mieux préciser les conditions d'un contrat ou rechercher des partenaires. Il rédige les conventions, règle des situations (sociétés, indivisions, copropriétés, ventes, fusions...) et accomplit les formalités qu'exige la réglementation.

Il peut également faire du conseil juridique ou fiscal aux sociétés, au même titre que les avocats et les juristes d'entreprise.

Variable en fonction du tarif des actes fixés par décret, du statut et de la taille de l'étude.

Formation: La voie universitaire: obtention d'un master 2 spécialisé en droit notarial, puis préparation du diplôme supérieur du notariat (DSN).

La voie professionnelle: après l'obtention d'un master 2, l'étudiant peut intégrer un des centres de formation professionnelle de notaires pour accéder au diplôme d'aptitude aux fonctions notariales (DAFN).

■ Clerc de notaire

Le clerc de notaire est un technicien du droit qui rédige les actes, rassemble les pièces administratives nécessaires et assure le suivi des dossiers. Il est salarié d'une étude de notaire.

Autre appellation: collaborateur·trice de notaire.

Salaire net mensuel débutant: 2 100 € environ.

■ Commissaire-priseur·euse judiciaire

Le commissaire-priseur met en vente des objets d'art, des antiquités ou des articles provenant de successions ou de saisies chez des particuliers ou des entreprises.

Il existe deux statuts de commissaires-priseurs: commissaire-priseur, lorsqu'il s'occupe de ventes volontaires (au sein de sociétés de ventes agréées) et commissaire-priseur judiciaire, lorsqu'il s'occupe de ventes judiciaires (suite à une décision de justice).

Les commissaires-priseurs judiciaires sont nommés par le garde des Sceaux. Ce sont des officiers ministériels qui prêtent serment devant le tribunal de grande instance (TGI). Ils doivent acquérir une charge pour exercer leur métier. Leurs activités sont définies par la loi: interventions en matière de procédures collectives et de saisies, inventaires de successions, successions et ventes en matière de tutelle...

Ils ont également le statut d'arbitres experts. Ils peuvent donc être consultés par les tribunaux, les huissiers et les avocats.

À savoir: en 2022, le métier de commissaire-priseur fusionnera avec celui d'huissier de justice pour former la profession de commissaire de justice.

Rémunération: honoraires en pourcentage des ventes (le vendeur lui cède 7 % du prix de l'adjudication, l'acheteur, 9 % sur la vente). Il peut être aussi salarié d'une étude.

Formation: diplôme de droit (bac + 3 minimum) + formation en histoire de l'art, arts appliqués, arts plastiques ou archéologie + stage de 2 ans dans une étude de commissaire-priseur judiciaire + examen professionnel.

NOUVEAU MÉTIER: COMMISSAIRE DE JUSTICE

La création du métier de commissaire de justice, prévue en 2022, regroupera les professions d'huissier·ère de justice et de commissaire-priseur·se judiciaire. Les huissiers de justice devront suivre une formation de 60h et les commissaires-priseurs judiciaires une formation de 80h.

■ Administrateur·trice judiciaire / Mandataire judiciaire

L'administrateur et le mandataire interviennent dans les entreprises qui rencontrent des difficultés financières.

Les **administrateurs judiciaires** sont chargés d'assister ou de remplacer les dirigeants d'entreprise en difficulté dont ils doivent préparer le redressement. Ils peuvent cumuler leurs fonctions avec celles d'avocat, à condition de ne pas les exercer successivement pour le compte d'une même entreprise.

Les **mandataires judiciaires** sont chargés de représenter les créanciers lors d'une faillite, par exemple, et de procéder à la liquidation de l'entreprise si elle n'est pas en mesure de continuer son activité. Ils prennent alors le nom de liquidateur.

www.cnajmj.fr

Salaire net mensuel débutant: de 2000 à 3000 € pour le mandataire; 3400 € environ pour l'administrateur.

Formation: L'accès à ce métier passe par 4 étapes:

- diplôme de niveau bac + 4 minimum en droit, sciences économiques ou gestion, ou un DSCG (diplôme supérieur de comptabilité et de gestion), ou encore un DEC (diplôme d'expertise comptable);
- examen d'accès au stage professionnel;
- accomplir un stage professionnel (3 ans minimum, 6 ans maximum) obligatoirement rémunéré, en étude auprès d'un maître de stage exerçant la profession;
- réussir l'examen professionnel d'aptitude aux fonctions d'administrateur judiciaire ou de mandataire judiciaire.

Métiers non réglementés

Juriste d'entreprise, secrétaire juridique, juriste de banque, juriste dans les sociétés d'assurance ou dans le monde des affaires... Ils sont généralement titulaires d'un diplôme de droit de niveau master.

■ Secrétaire juridique

Les secrétaires juridiques sont spécialisés: assistant d'avocat, d'avoué, d'huissier, de notaire, ou encore collaborateur des services juridiques d'entreprise. Leur bonne connaissance du fonctionnement des juridictions, des procédures existantes et du vocabulaire spécifique au secteur est essentielle.

Salaire brut mensuel débutant: 1 800 € environ, en fonction de la qualification, évaluée à partir de l'expérience et des diplômes acquis dans le domaine du secrétariat et dans le domaine juridique.

Formation: BUT carrières juridiques. Deust assistant juridique (un seul établissement: université de Valenciennes, 59).

■ Juriste d'entreprise

Traditionnellement, l'activité du juriste en entreprise consiste à défendre les intérêts de sa société et à produire les actes juridiques qu'elle réclame. Il se voit également confier la mission de tenir ses collaborateurs informés sur les répercussions que peut avoir sur le travail l'évolution des textes de loi (respect des normes, notamment).

Mais le métier de juriste a évolué: il participe aujourd'hui à la croissance de l'entreprise et devient ainsi à la fois fiscaliste et stratège de l'entreprise. Il travaille aussi à l'élaboration de nouveaux produits commerciaux compatibles, dans le respect des législations.

Deux métiers souvent rattachés à la direction juridique des entreprises sont en plein essor: responsable conformité et responsable management des risques.

Le ou la **responsable conformité** a pour mission principale de « traquer » le risque de non-conformité des entreprises aux évolutions législatives et réglementaires qui peut entraîner des sanctions pénales et financières.

Le ou la **responsable management des risques** met en place des systèmes de prévention des risques dans l'entreprise concernant la sécurité des biens, des personnes, de l'information et les risques sociaux, financiers ou environnementaux.

Salaire net mensuel débutant: 2 300 € environ (très variable selon la taille de l'entreprise).

Responsable conformité: salaire net mensuel débutant: 1 600 € environ.

Responsable management des risques: salaire net mensuel débutant: de 2000 à 3000 € selon la taille de l'entreprise.

Formation: master pro en droit privé et maîtrise parfaite de l'anglais. Les doubles cursus sont aussi très prisés des entreprises. Par exemple, le diplôme de juriste-conseil d'entreprise (DJCE) qui se prépare à l'université parallèlement à un M2 en droit des affaires ou en droit des entreprises. Responsable conformité: formation en droit, économie et finances (école de commerce ou d'ingénieurs). Formations professionnelles spécifiques à l'Institut européen de la régulation financière (EIFR). responsable management des risques: master management des risques et/ou bac + 4 en gestion ou finances avec souvent une spécialisation qualité sécurité environnement.

■ Juriste en droit de l'environnement

Le juriste environnementaliste connaît parfaitement la législation sur la protection de l'environnement et suit de près son évolution. Le droit de l'environnement étant un droit transversal, les affaires à traiter peuvent aussi bien relever du droit privé que du droit public.

Salaire net mensuel débutant : 2 000 € environ.

Formation : master en droit + spécialisation en droit de l'environnement.

■ Juriste en droit social

Au carrefour du juridique et des ressources humaines, le juriste en droit social informe et conseille la direction des ressources humaines pour tout ce qui concerne la législation du travail.

Il rédige les contrats de travail des salariés et traite les dossiers sociaux (contentieux prud'homains, relation avec les avocats...). Il répond aux questions juridiques que peuvent se poser les membres du personnel.

Autres appellations : juriste social-e, assistant-e juridique RH.

Salaire net mensuel débutant : 2 000 € environ.

Formation : master en droit social ou en droit du travail.

■ Juriste dans les banques et les assurances

Le métier consiste à conseiller les membres du personnel de la banque sur toutes les questions juridiques : relations client, affaires internes, projets de développement commercial, restructurations... Ce juriste intervient aussi au niveau du développement de nouveaux produits financiers pour couvrir les aspects juridiques et gérer le contenu des contrats de la banque en veillant à leur conformité par rapport aux réglementations.

Il peut également gérer les dossiers litigieux, en coopération avec des avocats externes à l'établissement et chargés de la défense des intérêts de la banque.

Salaire net mensuel débutant : 2 000 € environ (très variable selon la taille de l'entreprise).

Formation : master pro en droit des affaires, droit communautaire, droit des assurances, droit bancaire ou droit des nouveaux moyens de communication + notions de comptabilité et de fiscalité.

■ Lobbyiste

Le lobbyiste exerce en tant que profession libérale ou au sein d'organismes employant des spécialistes de diverses compétences (économistes, juristes) qui se mettent au service d'un groupe industriel, d'un organisme privé ou de causes d'intérêt général.

Le lobbying permet d'établir la communication entre ceux qui prennent les décisions (politiques, élus locaux, faiseurs d'opinion...) et ceux qui sont concernés par les décisions éventuellement prises. Les lobbyistes sont de plus en plus présents. On les retrouve au Parlement européen, dans les grands ministères et dans les grands sièges d'organisations internationales (OMC, par exemple).

Autres appellations : responsable des affaires publiques, chargé-e de plaidoyer (dans une ONG).

Salaire : variable selon le statut et la taille de l'entreprise, mais oscille entre 30 000 € net par an à l'embauche et plus de 40 000 € par an pour ceux qui ont entre 2 et 5 ans d'ancienneté.

Formation : solide formation en droit (un M2, par exemple), en sciences économiques ou une double compétence (université/école de commerce ou université/Sciences-Po) ; diplôme Influence et plaidoyer de Science Po Saint-Germain-en-Laye

■ Chargé-e de plaidoyer

Ce professionnel fait du lobbying pour des organisations non lucratives. Il est chargé d'influencer les décideurs selon les objectifs de la structure pour laquelle il travaille (ONG, association, entreprise sociale...) pour faire évoluer les règles, les normes ou les lois.

Pour cela, il met en place des actions d'information auprès des citoyens permettant de faire pression sur les décisionnaires : il produit et rédige des documents, analyse les données qui remontent du terrain, identifie les sources de financements potentielles, assure la diffusion de ses actions sur les réseaux sociaux...

Le poste demande généralement une grande disponibilité ainsi que des déplacements en France et/ou à l'étranger selon la structure.

Salaire brut mensuel débutant : à partir de 2 600 €.

Formation : diplôme Influence et plaidoyer de Sciences Po Saint-Germain (accès à bac + 4) ; master en droit, relation internationales, action humanitaire, journalisme...

Les structures demandent souvent une première expérience dans le domaine juridique.

Métiers de la propriété industrielle et intellectuelle

À l'image des différents aspects de la propriété industrielle, littéraire et intellectuelle (brevets, marques, contrefaçons...), les métiers liés à la propriété sont très variés.

■ Conseiller·ère en propriété industrielle

Le conseiller en propriété industrielle travaille généralement dans le domaine des brevets ou des marques et modèles. Il assure le conseil et la représentation de ses clients dans leurs démarches et procédures.

Salaire débutant : environ 30 000 € brut annuel.

Formation : master en droit (droit des affaires ou droit de la propriété industrielle) ou diplôme d'ingénieur. Le conseiller en propriété industrielle peut, après 3 ans d'expérience professionnelle, concourir au titre de conseiller en propriété industrielle délivré par l'Inpi.

■ Mandataire en brevets européens

Il conseille et représente les déposants de demandes de brevets européens auprès de l'OEB (Office européen des brevets).

Salaire débutant : environ 40 000 € brut annuel.

Formation : diplôme d'ingénieur + examen européen de qualification.

■ Avocat·e spécialisé·e

En propriété industrielle, littéraire, artistique et intellectuelle ou dans le domaine des nouvelles technologies, l'avocat spécialisé a pour mission d'assister, de défendre et de conseiller les entreprises.

Salaire : environ 35 000 € brut annuel pour un débutant.

Formation : master en droit (droit des affaires) + Capa (certificat d'aptitude à la profession d'avocat).

■ Ingénieur·e brevets

L'ingénieur brevets est chargé de déposer les brevets afin de protéger les découvertes des chercheurs. Il rédige les contrats, surveille la concurrence et lutte contre la contrefaçon. Il doit également négocier les droits de propriété intellectuelle avec les partenaires. Il travaille généralement dans les domaines technologiques et scientifiques au sein d'un cabinet spécialisé, d'un cabinet de conseil, d'un laboratoire ou comme indépendant.

www.ceipi.edu

Salaire brut mensuel débutant : 3 000 € environ.

Formation : diplôme d'ingénieur en chimie associé de préférence à une formation complémentaire en droit dans le domaine de la propriété industrielle. Le Ceipi (Centre d'études internationales de la propriété intellectuelle), à Strasbourg, prépare en formation continue à un master droit de la propriété industrielle.

■ Examineur·trice de marques

Il examine les dépôts de marque et argumente ses décisions en cas de refus. Il travaille à l'Inpi (Institut national de la propriété industrielle) ou dans les instances européennes ou internationales.

Salaire débutant : environ 30 000 € brut annuel.

Formation : master en droit (droit des affaires).

Études et diplômes

Quel bac choisir ?

En 1^{re} année de licence de droit, les bacheliers généraux représentent presque 80 % des inscrits. Moins nombreux, les bacheliers technologiques et professionnels rencontrent davantage de difficultés. Au-delà du profil lié au choix d'un enseignement de spécialité au bac, l'essentiel pour réussir est de fournir un travail régulier et soutenu.

■ Bac général

Le droit nécessite l'acquisition d'une technique, d'un nouveau langage (vocabulaire, notions de droit...). Et dans ce domaine, les bacheliers généraux sont les mieux armés.

L'enseignement DHEMC (droit et grands enjeux du monde contemporain), proposé en classe de terminale, constitue une première initiation au droit. Mais cette découverte de la discipline juridique ne doit pas être considérée comme une préparation au programme de la 1^{re} année de licence qui ne se raccroche à aucun des enseignements reçus au lycée.

> Cf. dossier *Le bac général n°1.34.*

ENSEIGNEMENT À DISTANCE

Capacité en droit, BTS notariat, licence, master... de nombreux diplômes peuvent se préparer par correspondance.

Voir liste 10 du carnet d'adresses.

■ Bac techno STMG

Le bac techno sciences et technologies du management et de la gestion (STMG) peut permettre des études juridiques courtes et professionnalisantes (BTS, BUT...).

En licence de droit les bacheliers technologiques constituent entre 5 et 20 % des effectifs selon les facs et passent difficilement le cap de la 1^{re} année. Les notions de droit abordées au lycée (en STMG notamment) ont peu de rapport avec les enseignements de licence.

Certaines universités leur proposent de faire une année de mise à niveau en français, culture générale et méthodologie pour augmenter leurs chances de réussite. D'autres ont mis en place des dispositifs d'adaptation en L1.

> Cf. dossier *Les bacs technologiques n°1.435.*

Les **bacheliers professionnels** sont rares dans ce cursus.

Études courtes : Deust, BUT et licence pro

Le Deust est un diplôme professionnalisant qui vous mène à un niveau bac + 2. Possibilité de poursuite d'études, notamment en licence professionnelle (bac + 3). Le BUT (ex-DUT) vous permet également de décrocher un niveau bac + 3.

■ Capacité en droit

La « Capa en droit » offre la possibilité à des non-bacheliers, de s'inscrire dans l'enseignement supérieur. En L1 de droit (avec une moyenne de 10/20 la 2^e année) et en L2 (avec une moyenne de 15/20 sur les 2 années).

Pour s'inscrire en capacité de droit, une seule condition: avoir 17 ans minimum. Les études durent 2 ans et se déroulent uniquement en cours du soir ou par correspondance.

Attention, on compte près de 80 % d'échec en 1^{re} année. Réfléchissez s'il n'est pas préférable de préparer un bac.

> Voir liste 2 du carnet d'adresses.

■ BTS notariat

Durée: 2 ans

Accès : Après un bac STMG, un bac général.

Objectifs : Ce BTS forme des collaborateurs d'office notarial. Ils interviennent dans le traitement juridique, administratif et comptable des dossiers, contribuent à la rédaction d'actes simples et négocient les biens à vendre ou à louer.

Contenu : Enseignements généraux, techniques et professionnels: techniques du notariat, environnement économique et managérial du notariat, droit général et droit notarial...

Débouchés : Le titulaire de ce BTS exerce les fonctions de collaborateur, principalement dans un office notarial, mais aussi dans un centre de gestion agréé, un service juridique d'entreprise, chez un promoteur ou au sein d'une agence immobilière.

> Cf. dossier *Les métiers du notariat n°2.517*.

■ Deust (bac + 2)

Le Deust (diplôme d'études universitaires scientifiques et techniques) se prépare en 2 ans après le bac dans une université. Les enseignements comprennent des cours magistraux, des travaux dirigés et des cours pratiques. Les stages, d'une durée de 8 à 10 semaines, occupent également une large part dans la formation.

Les contenus théoriques et pratiques de chaque Deust sont souvent définis en collaboration avec des entreprises et des collectivités locales. Avantage : ils procurent des débouchés assurés. Inconvénient : leur spécialisation très pointue ne favorise pas la poursuite d'études.

Dans le domaine juridique, il existe, par exemple, le Deust assistant juridique proposé par l'université polytechnique des Hauts-de-France.

■ BUT carrières juridiques (CJ)

Durée : 3 ans

Réforme : Le BUT est proposé à partir de la rentrée 2021 suite à la réforme des DUT.

Accès : Après un bac général, un bac technologique (de préférence STMG) ou un bac pro avec un très bon dossier.

Objectifs : Ce BUT forme des assistants juridiques possédant un solide bagage juridique et une bonne connaissance de l'entreprise et de son environnement. Il propose 3 parcours : administration et justice, patrimoine et finance, entreprise et association.

Contenu : La formation est axée sur le droit civil, droit du travail, droit commercial, droit pénal, droit des affaires, droit et gestion de l'entreprise, droit administratif, droit social, gestion comptable et fiscalité. En 2^e année, l'étudiant choisit un des trois parcours proposés et effectue un stage en entreprise.

Débouchés : Le titulaire du BUT CJ occupe les fonctions d'assistant-e juridique dans des cabinets d'avocat, d'huissier, de commissaire priseur, des services de greffe ou une étude de notaire. Il peut exercer également dans toute entreprise publique et notamment dans la banque-assurance, les organismes de crédit, les collectivités territoriales.

Le BUT constitue également une bonne préparation à certains concours de la fonction publique (greffier, par exemple) et permet de poursuivre vers un master de droit, en économie et gestion ou en ressources humaines.

> Voir liste 3 du carnet d'adresses.

■ Licence professionnelle

Durée : 1 an

Objectifs : Contrairement à la licence « classique », la licence pro vise une insertion professionnelle rapide. Elle permet d'acquérir une spécialisation ou une compétence complémentaire par rapport à un précédent cursus. La formation articule enseignements théoriques et pratiques avec des stages. Préparation en 1 an après un bac + 2.

Il existe de nombreuses licences professionnelles dans le domaine du droit.

> Voir liste 5 du carnet d'adresses.

FORMATION CONTINUE

La plupart des diplômes universitaires peuvent être préparés dans le cadre de la formation continue. Le public est accueilli soit dans les formations initiales communes à tous les étudiants, soit dans des cursus spécialement conçus pour un public en formation continue.

Le Cnam, Conservatoire national des arts et métiers, propose plusieurs diplômes (licence, master et certificat de compétence) dans de nombreuses spécialisations du droit.

www.cnam.fr

Études longues : licence, master, doctorat

Le cycle licence/master en droit vous amène à un niveau bac + 5. Différentes spécialisations sont possibles au niveau master. Si vous souhaitez vous orienter vers la recherche ou l'enseignement dans l'enseignement supérieur, le doctorat demandera au moins 3 années d'études supplémentaires.

■ Une filière en tension

La licence de droit est l'une des filières les plus demandées par les bacheliers. C'est pourquoi les universités vérifient l'adéquation du profil des lycéens avec les « attendus » définis dans le cadre de la procédure d'admission sur Parcoursup.

En cas de capacité d'accueil insuffisante, elles proposent les places en priorité aux candidats qui ont, a priori, les meilleures chances d'y réussir. Si votre profil correspond à la licence demandée, vous aurez une réponse positive. S'il y a plus de candidats que de places disponibles, vous serez peut-être mis sur liste d'attente.

En revanche, si votre profil ne correspond pas aux attendus, l'université peut vous répondre « oui si ». Dans ce cas, vous serez accepté à condition de suivre un parcours adapté, avec des renforcements dans certaines matières pour vous remettre à niveau.

Pour vous permettre de vous situer par rapport aux attendus de la licence de droit, un **questionnaire d'auto-évaluation** a été conçu. Répondre à ce questionnaire est obligatoire sur Parcoursup, mais les résultats ne seront pas pris en compte dans le traitement de votre candidature. Il s'agit d'une auto-évaluation, destinée à vous éclairer sur les attentes concrètes pour cette filière.

> Cf. dossier Parcoursup : mode d'emploi n°1.61.

■ Études universitaires : autonomie indispensable

Pour faire des études de droit, vous passerez forcément par l'université. Mais attention, les modalités de travail sont différentes de celles du lycée : assiduité, autonomie et rigueur sont les maîtres-mots de la réussite à l'université. Apprendre à s'autogérer et à travailler pour soi est primordial.

UN MOOC POUR DÉCOUVRIR LA LICENCE DE DROIT

L'université de Paris-II-Panthéon-Assas propose de découvrir la licence de droit à travers un Mooc : **le droit est-ce pour moi ?** Les futurs étudiants y découvriront les matières enseignées en 1^{re} et 2^e années. Il est possible de suivre les cinq sections de ce cours dans l'ordre que vous souhaitez.

www.fun-mooc.fr

CLASSE PRÉPA DROIT-ÉCONOMIE

La prépa D1, récemment nommée droit-économie, qui offre un accès à l'ENS Rennes (économie, droit et management) allie, en 2 ans, des cours de prépa au lycée et de licence à l'université (L1 et L2). Destinées à tous les bacheliers, elle est accessible aux bacheliers généraux et plus rarement STMG.

Débouchés : le concours de l'ENS Rennes qui sert de banque de notes à une vingtaine d'écoles (EM Lyon, Audencia Nantes...) sans oublier les banques communes d'épreuves Passerelle et Tremplin, les IEP, l'École nationale de la magistrature, le Celsa...

Cf. dossier Les classes préparatoires n°1.623.

■ Licence

Durée : 3 ans

Objectifs : Proposée à l'université, la licence mène à un niveau bac + 3. Elle combine enseignements théoriques en cours magistraux et enseignements appliqués en travaux pratiques ou dirigés en petits groupes. Les 2 premières années (L1 et L2) proposent généralement une approche généraliste, la 3^e année (L3) étant dédiée à la spécialisation.

La licence classique ne vise pas l'insertion professionnelle mais une poursuite d'études à l'université ou en grande école.

Bien qu'encore généraliste, la 3^e année (L3) permet de commencer à se spécialiser en fonction de son projet professionnel.

Le choix des matières en L3 est essentiel dans la mesure où il détermine souvent l'admission en master et le type de profession que l'étudiant exercera. Par exemple, les étudiants en droit privé se dirigent plutôt vers des carrières judiciaires (avocat, magistrat, notaire...), tandis que les étudiants en droit public s'orientent plutôt vers des carrières administratives.

De nombreuses universités proposent des **licences bidisciplinaires** qui associent au droit la science politique, les biotechnologies, l'économie, les sciences sociales ou l'histoire de l'art. Ce sont des filières sélectives qui permettent d'acquérir une double compétence fort utile pour entrer dans le monde du travail.

> Voir liste 4 du carnet d'adresses.

■ DU de criminologie

Les diplômes d'université (DU), accessibles avec un bac + 2, sont des diplômes propres à l'université qui les délivre : ils ne bénéficient donc pas d'une reconnaissance nationale. Ils peuvent se préparer aussi bien en formation initiale que continue. Quelques universités proposent des DU de criminologie.

> Cf. dossier *Les métiers de la police n°2.543*.

■ Master

Si vous désirez faire carrière à l'université ou dans un organisme de recherche, choisissez un master de droit privé spécialité droit social.

Si vous voulez devenir juriste dans les entreprises employant des salariés détachés ou expatriés dans différents pays, orientez-vous vers un master de droit privé spécialité droit social/droit social appliqué aux relations de travail internationales.

Pour devenir juriste du droit de la propriété intellectuelle, préférez un master de droit privé spécialité droit de la propriété intellectuelle ou, encore plus pointu, un master droit du design, spécialité droit des dessins et modèles esthétiques industriel-design.

> Voir liste 6 du carnet d'adresses.

■ Magistère (bac + 5)

Le magistère est un diplôme d'université qui sanctionne une formation à finalité professionnelle en 3 ans après un bac + 2. Peu à peu remplacés par des masters, certains magistères sont néanmoins maintenus (magistère de droit des activités économiques de Paris 1, magistère de juriste d'affaires de Paris 2, magistère de juriste/conseil d'entreprises de Montpellier 1).

www.mdae.fr

<https://mja-assas.fr>

www.cde-montpellier.com

Conseil

Choisir une université proche de son domicile

La filière droit est très exigeante. Elle demande de l'organisation, une bonne méthodologie de travail et une grande autonomie. Il y a beaucoup de travail personnel à fournir. C'est pour cela que je conseille aux jeunes, intéressés par ces études, de privilégier une université proche de leur domicile afin d'éviter un temps de trajet trop long qui pourrait jouer sur la motivation.

V. Deflandre, conseillère au CIDJ

■ Doctorat (bac + 8)

Le doctorat est le diplôme universitaire le plus élevé. En 3 ans minimum après un master, on devient docteur (diplôme bac + 8). Le doctorat consiste en la rédaction d'une thèse sur un sujet original. Il se prépare au sein d'une école doctorale.

ÉCOLE DE DROIT DE SCIENCES PO

Le programme doctoral de l'École de droit, au sein de l'École doctorale de Sciences Po, propose une formation d'excellence orientée vers la recherche en droit, en 3 ans pour les titulaires d'un M2.

www.sciencespo.fr/ecole-doctorale/fr

■ Formations internationales

Beaucoup d'universités ont entrepris d'ouvrir leurs cursus sur l'international. Outre les accords d'échanges proposés dans le cadre des programmes européens, elles proposent des formations mêlant droit français, droit étranger et étude d'une langue.

Certaines de ces formations permettent d'obtenir un double diplôme, ou bien de suivre un cursus intégré et d'effectuer une partie d'un diplôme à l'étranger. Par exemple, l'université Paris 2 propose une double licence en droit français et droit suisse, Nanterre, en droit français et étranger ou l'université Rennes 1, un master de juriste franco-allemand.

Instituts spécialisés

Deux instituts rattachés à l'université Paris 2 dispensent des formations spécifiques :

- l'IDC (Institut de droit comparé) prépare notamment, en 1 an, au master droit français et européen. Pour être admis, il faut être inscrit en M1 de droit ;

<http://idc.u-paris2.fr>

- l'IHEI (Institut des hautes études internationales) prépare en 1 an après un bac + 2 au Ceji (certificat d'études juridiques internationales), qui permet à des étudiants juristes d'approfondir leurs connaissances en droit international. C'est une bonne préparation à un M2 de droit international.

www.ihei.u-paris2.fr

Carnet d'adresses

■ LISTE 1

Sites de référence

<https://commissaire-justice.fr>
Édité par : Chambre nationale des commissaires de justice
Sur le site : informations sur la profession de commissaire de justice, la formation, annuaire des professionnels, FAQ

<https://fedesep.org>
Édité par : Ares
Sur le site : informations sur les études et métiers en sciences économiques, gestion, droit, IAE et AES : cartographie nationale des licences, guides des études, débouchés, chiffres clés, blog, forum

<https://unedesep.fr>
Édité par : Unedesep
Sur le site : guide des métiers en droit

www.afje.org
Édité par : Association française des juristes d'entreprise (AFJE)
Sur le site : présentation du métier et de la formation de juriste d'entreprise, agenda, offres d'emploi et de stages (sur inscription)

www.carrieres-juridiques.com
Édité par : Leaders league
Sur le site : offres d'emploi et de stages, annuaire d'employeurs, annuaire de formations diplômantes et stages de formation continue, actualité juridique, fiches métier

www.cnajmj.fr
Édité par : Conseil national des administrateurs judiciaires et des mandataires judiciaires (CNAJMJ)
Sur le site : présentation de l'annuaire des formations et de la profession, tendances du secteur, agenda, actualités et liens utiles.

www.fnde.asso.fr
Édité par : Fédération nationale pour le droit de l'entreprise (FNDE)
Sur le site : présentation des formations (DJCE, formation initiale et continue).

www.huissier-justice.fr
Édité par : Chambre nationale des huissiers de justice (CNHJ)
Sur le site : présentation du métier d'huissier de justice : fonction, formation, installation, annuaire des huissiers de justice.

www.justice.gouv.fr
Édité par : Ministère de la Justice
Sur le site : description sur le fonctionnement et l'organisation de la justice en France : formations, vidéos, reportages et interviews audio, offres d'emploi, actualités du secteur...

www.metiers.justice.gouv.fr
Édité par : Ministère de la Justice
Sur le site : présentation des métiers, témoignages vidéo de professionnels, calendrier des concours, préparation et inscription, recrutement sans concours, écoles et classes préparatoires du ministère.

www.village-justice.com
Édité par : Legi Team
Sur le site : offres d'emploi et de stages, entreprises qui recrutent, forums, annuaire de sites juridiques, fiches métiers, formations juridiques, magazines en ligne

■ Liste 2

Capacité en droit

La capacité en droit se prépare en 2 ans dans les universités publiques.

Public

06050 Nice
Faculté de droit et science politique (FDSP)
Tél : 04 89 15 25 00
<http://unice.fr/faculte-de-droit-et-science-politique/presentation>

10011 Troyes
Campus des Comtes de Champagne
Tél : 03 25 80 99 15
www.univ-reims.fr

11100 Narbonne
UFR des sciences juridiques et économiques - site de Narbonne (SJE UPVD)
Tél : 04 68 90 91 00
www.univ-perp.fr

13001 Marseille
Aix-Marseille université - faculté d'économie et de gestion Site Canebière
Tél : 04 96 12 61 40
<https://feg.univ-amu.fr>

13628 Aix-en-Provence
Faculté de droit et science politique - AMU (FDSP)
Tél : 04 42 17 28 00
<https://facdedroit.univ-amu.fr>

Liste 1

Sites de référence p. 16

Liste 2

Capacité en droit p. 16

Liste 3

BUT carrières juridiques p. 17

Liste 4

Licences p. 17

Liste 5

Licences professionnelles p. 17

Liste 6

Masters p. 17

Liste 7

Diplômes binationaux p. 18

Liste 8

Écoles spécialisées p. 18

Liste 9

Formations au DJCE p. 18

Liste 10

Enseignement à distance p. 18

16400 La Couronne
Centre Universitaire de la Charente
Tél : 05 45 25 18 50
<http://centre-universitaire-charente.fr>

20250 Corte
UFR de Droit, Sciences sociales, Économiques et de Gestion
Tél : 04 95 45 00 16
<http://droit-eco.univ-corse.fr>

21072 Dijon
UFR droit, sciences économiques et politique
Tél : 03 80 39 56 00
<http://ufr-dsep.u-bourgogne.fr>

24019 Périgueux
Institut droit et économie de Périgueux (IDE)
Tél : 05 53 53 24 65
www.dejep.fr/

31042 Toulouse
Faculté de droit et science politique (FDSP)
Tél : 05 61 63 35 00
www.univ-tlse1.fr

33608 Pessac
Faculté de droit et science politique (FDSP)
Tél : 05 56 84 85 10
<http://droit.u-bordeaux.fr>

34060 Montpellier
UFR de droit et science politique
Tél : 04 34 43 28 28
www.umontpellier.fr/universite/composantes/faculte-de-droit-et-de-science-politique/

42023 Saint-Etienne
UFR de droit
Tél : 04 77 42 13 60
<http://fac-droit.univ-st-etienne.fr>

49036 Angers
UFR de droit, économie et gestion
Tél : 02 41 96 21 35
www.univ-angers.fr/fr/acces-directs/facultes-et-instituts/faculte-de-droit-d-economie-et-de-gestion.html

51096 Reims
UFR de droit et science politique
Tél : 03 26 91 38 26
www.univ-reims.fr

54035 Nancy
UFR droit, sciences économiques et gestion (UFR DEG)
Tél : 03 72 74 19 00
<http://fac-droit.univ-lorraine.fr>

59313 Valenciennes
Institut Sociétés et Humanités - ex-Faculté de droit, d'économie et de gestion (ISH - ex FDEG)
Tél : 03 27 51 76 00
www.uphf.fr/FDEG/

63002 Clermont-Ferrand
École de droit
Tél : 04 73 17 76 00

64016 Pau
Collège Sciences sociales et humanités (SSH) - Campus de Pau
Tél : 05 59 40 80 80/05 59 40 72 17
www.univ-pau.fr/collegessh

66000 Perpignan
UFR des sciences juridiques et économiques (SJE UPVD)
Tél : 04 30 19 81 21
www.univ-perp.fr

67045 Strasbourg
Faculté de droit de sciences politiques et de gestion
Tél : 03 68 85 88 29
<http://droit.unistra.fr>

69676 Bron

UFR droit et science politique - site de Bron
Tél : 04 78 77 23 23
<http://offreformation.univ-lyon2.fr/cdm/>

75005 Paris

UFR Droit - Département licence (École de droit de la Sorbonne)
Tél : 01 44 07 78 74
www.univ-paris1.fr/ufu/ufu26

80027 Amiens

UFR de droit et de science politique
Tél : 03 22 82 71 52
www.u-picardie.fr/ufu/droit-science-politique/

83056 Toulon

UFR de droit
Tél : 04 94 46 75 00
<http://droit.univ-tln.fr>

84029 Avignon

UFRip Droit, économie, gestion (DEG)
Tél : 04 90 16 27 41/16
www.univ-avignon.fr

92001 Nanterre

UFR de droit et science politique (UFR DSP)
Tél : 01 40 97 77 59
<http://ufr-dsp.parisnanterre.fr>

93430 Villetaneuse

UFR de droit, sciences politiques et sociales
Tél : 0149404475
www.univ-paris13.fr/dsps/

94010 Créteil

UFR de droit
Tél : 01 56 72 60 00
<http://droit.u-pec.fr>

(Source : Onisep)

■ Liste 3

BUT carrières juridiques

Ces instituts universitaires de technologie préparent le BUT carrières juridiques en formation initiale, en alternance ou en formation continue. Le BUT CJ propose trois parcours.

02000 Laon

IUT de l'Aisne campus de Laon
Tél : 03 23 26 01 48
<http://iut-aisne.u-picardie.fr/>
Public
Formation : initiale
Durée : 3 ans

02880 Cuffies

IUT de l'Aisne - Campus de Soissons
Tél : 03 23 76 40 20
<http://iut-aisne.u-picardie.fr/>
Formation : initiale
Durée : 3 ans

10026 Troyes

IUT de Troyes
Tél : 03 25 42 46 46
www.iut-troyes.univ-reims.fr
Public
Formation : initiale
Durée : 3 ans

11100 Narbonne

IUT de Perpignan - Site de Narbonne
Tél : 04 68 90 91 01
<http://iut.univ-perp.fr>
Formation : initiale
Durée : 3 ans
Formation : initiale
Durée : 3 ans

12000 Rodez

IUT de Rodez
Tél : 05 65 77 10 80
www.iut-rodez.fr
Formation : initiale
Durée : 3 ans

33072 Bordeaux

IUT de Bordeaux - Site de Bordeaux-Bastide
Tél : 05 56 00 95 56
www.iut.u-bordeaux.fr
Public
Formation : contrat d'apprentissage
Admission : dossier et entretien
Durée : 3 ans

35417 Saint-Malo

IUT de Saint-Malo
Tél : 02 99 21 95 00
www.iutsm.univ-rennes1.fr
Public
Formation : initiale
Durée : 3 ans

38031 Grenoble

IUT 2 de Grenoble
Tél : 04 76 28 45 09
<http://iut2.univ-grenoble-alpes.fr>
Public
Formation : initiale, contrat d'apprentissage
Durée : 3 ans

59100 Roubaix

IUT C de Lille
Tél : 03 28 33 36 20
<http://iut.univ-lille2.fr>
Formation : initiale, contrat d'apprentissage
Durée : 3 ans

68008 Colmar

IUT de Colmar
Tél : 03 89 20 23 58
www.iutcolmar.uha.fr
Public
Formation : initiale, contrat d'apprentissage
Durée : 3 ans

69007 Lyon

IUT Jean Moulin - Lyon 3
Tél : 04 81 65 26 00
<http://iut.univ-lyon3.fr>
Public
Formation : initiale
Durée : 3 ans

71100 Chalon-sur-Saône

IUT de Chalon-sur-Saône
Tél : 03 85 42 43 27
<http://iutchalon.u-bourgogne.fr>
Public
Formation : contrat d'apprentissage, contrat de professionnalisation
Durée : 3 ans

76186 Rouen

IUT Rouen site Pasteur
Tél : 02 35 14 60 14
<http://iutrouen.univ-rouen.fr/mont-saint-aignan-337214.kjsp?RH=1378141499689&RF=1384870169116>
Public
Formation : initiale
Admission : dossier et candidature sur la plateforme d'admission dans l'enseignement supérieur Parcoursup du 22 janvier au 14 mars : www.parcoursup.fr
Durée : 3 ans

93430 Villetaneuse

IUT de Villetaneuse
Tél : 01 49 40 30 00
www.iutv.univ-paris13.fr
Formation : initiale, contrat d'apprentissage
Durée : 3 ans

(Source : Onisep)

■ Liste 4

Licences

- > Droit : Lyon Cité Campus, Côte d'Azur, Reims Champagne-Ardenne, Aix-Marseille - économie, gestion, sciences politiques, Aix-Marseille, Caen Normandie, La Rochelle, Corse, Rennes 1, Franche-Comté, Bretagne Occidentale, Nîmes, Institut catholique de Toulouse, Bordeaux, Montpellier, Grenoble Alpes, Tours, Jean Monnet - Saint-Etienne, Nantes, Facultés libres de l'Ouest - UCO Angers, Orléans, Angers, Lorraine, Bretagne-Sud, Bourgogne, polytechnique Hauts-de-France, Littoral Côte d'Opale, Lille, Clermont Auvergne, Université de Pau et des Pays de l'Adour, Collège Études européennes et internationales - Campus de Bayonne, Perpignan - Via Domitia, Haute Alsace Mulhouse, Lumière - Lyon 2, Jean Moulin - Lyon 3, Le Mans, Savoie Mont Blanc, Le Havre Normandie, Rouen Normandie, Panthéon-Assas, Versailles Saint-Quentin-en-Yvelines, Poitiers, Picardie Jules Verne - Amiens, Institut National Universitaire Jean-François Champollion, Toulouse I Capitole, Toulon, Avignon, Institut catholique d'études supérieures, Limoges, Evry-Val-d'Essonne, catholique de Lille, Université de Paris, Paris-Saclay (ex Paris-Sud), Paris 8 Vincennes-Saint-Denis, Paris 13, Paris-Est Créteil Val-de-Marne, Antilles
- > Droit français - droits étrangers :

Paris Nanterre

- > Licence intégrée franco-allemande en droit : CY Cergy Paris
- > Droit canonique : Strasbourg

■ Liste 5

Licences professionnelles

- > Activités juridiques : métiers du droit de l'environnement : Antilles
- > Activités juridiques : métiers du droit de l'immobilier : Aix-Marseille, Clermont Auvergne, Marne-la-Vallée, Limoges, Paris-Est Créteil Val-de-Marne
- > Activités juridiques : métiers du droit des transports : Le Havre Normandie
- > Activités juridiques : métiers du droit privé : UFR des sciences juridiques et économiques - site de Narbonne, Poitiers, Campus agro-viticole de la Charente, Bordeaux, polytechnique Hauts-de-France
- > Activités juridiques : métiers du droit social : Reims Champagne-Ardenne, Lorraine, Lumière - Lyon 2, Rouen Normandie, Toulon

■ Liste 6

Masters

- > Droit : Bretagne-Sud, Haute Alsace Mulhouse, PSL, Versailles Saint-Quentin-en-Yvelines, Avignon, Paris 13
- > Droit des affaires : Perpignan - Via Domitia
- > Droit des collectivités territoriales : Nîmes, Littoral Côte d'Opale
- > Droit du numérique : La Rochelle, Franche-Comté
- > Droit fiscal : Institut catholique d'études supérieures
- > Droit international : Tours
- > Droit notarial : Caen Normandie, Corse, Bourgogne, Lille, Savoie Mont Blanc, Toulon, Limoges, Université de Paris
- > Droit pénal et sciences criminelles : Toulouse I Capitole, Bordeaux, Reims Champagne-Ardenne, Lorraine, Université de Pau et des Pays de l'Adour, Panthéon-Assas, Poitiers, Paris-Est Créteil Val-de-Marne
- > Droit privé : Côte d'Azur, Aix-Marseille, Montpellier, Rennes 1, Grenoble Alpes, Jean Monnet - Saint-Etienne, Nantes, Orléans, Angers, catholique de Lille, Clermont Auvergne, Jean Moulin - Lyon 3, Lumière - Lyon 2, Le Mans, Panthéon-Sorbonne, Rouen Normandie, Picardie Jules Verne Amiens, Paris Nanterre, Paris-Saclay (ex Paris-Sud), Paris 8 Vincennes-Saint-Denis
- > Droit public : Institut National Universitaire Jean-François Champollion, Antilles

- > Droit public des affaires : polytechnique Hauts-de-France
- > Master intégré franco-allemand en droit de l'entreprise : CY Cergy Paris
- > Droit européen spécialité droit européen : Paris-Saclay
- > Droit des activités maritimes : Bretagne Occidentale, Institut universitaire européen de la mer
- > Droit : Paris-Dauphine-PSL
- > Droit canonique : Strasbourg

■ Liste 7

Diplômes binationaux

Les diplômes binationaux sont des cursus spécialisés, organisés en collaboration avec des universités étrangères. Cette formation permet d'obtenir à la fois le diplôme français et le diplôme du pays correspondant.

Licences

- > Droit, parcours droit panoptique, systèmes juridiques de l'Union européenne, journalisme : Lille
- > Droit, parcours droit allemand, droit anglo-américain, droit espagnol et latino-américain : Cergy-Pontoise
- > Droit, parcours droit public, droit français et droit allemand, droit privé sciences criminelles, droit de l'entreprise : Lorraine
- > Droit, parcours droits français et allemand, droits français et anglais, droits français et espagnol, droits français et italien : Paris 1
- > Droit, parcours droit privé et sciences criminelles, droit public, droit français-droit allemand, droit de l'entreprise : Lorraine
- > Droit, parcours droit bilingue anglo-américain : Le Havre
- > Droit, parcours droit français et droit allemand : Tours
- > Droit, parcours droit français et anglo-saxon, droit et monde hispanique, diplôme international franco-allemand, anglais, espagnol ou italien : Toulouse 1
- > Droit français-droit étranger, parcours droit français-droit allemand, droit français-Common Law, droit français-droits espagnols et latino-américains, droit français-droit italien, droit français-droit russe : Paris-Nanterre

Masters

- > Common Law et droit comparé : Paris 5
- > Contrats en droit français et européen, option franco-italien possible : Poitiers
- > Culture juridique européenne : Paris 5

- > Droit anglais et nord-américain des affaires : Paris 1
- > Droit comparé : Paris 1
- > Droit comparé et droit international des échanges dans les espaces francophones : Perpignan
- > Droit de la famille interne, international et comparé : Strasbourg
- > Droit des affaires comparé : Lyon 2
- > Droit et sciences du travail européen : Toulouse 1, Toulouse 1
- > Droit français-droit étranger, parcours droit français-droit allemand : Paris-Nanterre
- > Droit international et comparé : Toulouse 1
- > Droit international et comparé de l'environnement : Limoges
- > Droit international et comparé des affaires : Bordeaux
- > Droit privé international et comparé : Lyon 3

■ Liste 8

Écoles spécialisées

Ces écoles forment, en formation initiale ou continue, les professionnels de la justice : greffiers et Clercs, personnels de l'administration pénitentiaire ou de la Protection judiciaire de la Jeunesse.

21000 Dijon

École nationale des greffes (ENG)
Bourgogne
Tél : 03 80 60 56 00
www.eng.justice.fr

- > Formation initiale pour les métiers de directeur des services de greffe judiciaires, de greffier, de secrétaire administratif, d'adjoint administratif. Formation continue de l'ensemble des fonctionnaires des services judiciaires. Admission : après concours

47000 Agen

École nationale d'administration pénitentiaire (Enap)
Tél : 05 53 98 98 98
www.enap.justice.fr
Public

- > Formations initiale et continue de l'ensemble du personnel de l'administration pénitentiaire. Admission : Concours externes et internes du brevet au bac+3
Durée : de quelques semaines à 2 ans, en fonction du métier choisi

59100 Roubaix

École nationale de protection judiciaire de la jeunesse (ENPJJ)
Protection judiciaire de la jeunesse
Tél : 03 59 03 14 14
www.enpjj.justice.fr
Public

Site central à Roubaix (Nord), de 9 pôles territoriaux de formation (PTF) en métropole et de 2 missions ultra-marines

Formation initiale et continue du personnel de la Protection judiciaire de la Jeunesse
Classe préparatoire intégrée
> Diplôme d'éducateur de la PJJ
Admission : bac + 2.
Sur concours.
Durée : 2 ans

75009 Paris

École nationale de procédure (ENP)
Tél : 01 49 70 92 10
www.enp-formation.fr
Privé

- > Certificat de qualification professionnelle de clerc aux procédures Public : salariés des études
Conditions : Bac général ou professionnel ou 3 ans d'expérience dans une étude d'huissier de justice
Durée : 232 heures sur 9 mois
- > Certificat de qualification professionnelle de clerc significateur Public : salariés des études, clerc significateur débutant et expérimenté
Admission : Être salarié d'une étude
Durée : 60 heures de formation sur 4 mois maximum
- > Certificat de qualification professionnelle de clerc expert Public : Salariés des études d'huissier de justice titulaires d'un master 1/ titulaires du CQP ou du titre de clerc aux procédures avec 2 ans d'expérience
Durée : 481h ou 2 ans
Coût : 10,50€/h

■ Liste 9

Formations au DJCE

Les universités publiques suivantes préparent au DJCE (diplôme de juriste-conseil d'entreprise). Pour être candidat, il faut être titulaire d'un master 1 de droit.

Public

14032 Caen cedex 5

Université de Caen Normandie
UFR de droit et sciences politiques
Tél : 02 31 56 62 81
www.unicaen.fr/droit

31042 Toulouse

Université Toulouse I Capitole
Faculté de droit et science politique
Tél : 05 61 63 35 00
www.univ-tlse1.fr

33608 Pessac

Université de Bordeaux
Faculté de droit et science politique
Tél : 05 56 84 85 10
http://droit.u-bordeaux.fr

34060 Montpellier

Université de Montpellier
UFR de droit et science politique
Tél : 04 34 43 28 28
www.umontpellier.fr/universite/composantes/facultes/faculte-de-droit-et-de-science-politique

54035 Nancy Cedex

Université de Lorraine
UFR droit, sciences économiques et gestion
Tél : 03 72 74 19 00
http://fac-droit.univ-lorraine.fr

67045 Strasbourg

Université de Strasbourg
Faculté de droit de sciences politiques et de gestion
Tél : 03 68 85 88 29
http://droit.unistra.fr

69362 Lyon

Université Jean Moulin - Lyon 3
Institut de droit et d'économie des affaires
Tél : 04 26 31 85 16
http://idea.univ-lyon3.fr

75006 Paris

Université Panthéon-Assas
Institut de droit des affaires
Tél : 01 53 63 80 79
www.u-paris2.fr

86073 Poitiers

Université de Poitiers
Faculté de droit et sciences sociales
Tél : 05 49 45 31 35
http://droit.univ-poitiers.fr

(Source : Onisep)

■ Liste 10

Enseignement à distance

Auxilia

Une nouvelle chance
92000 Nanterre
Tél : 01 80 42 02 77
www.asso-auxilia.fr
Association
> Capacité en droit

Centre audiovisuel d'études juridiques des universités de Paris (Cavej)

Centre René Cassin
75013 Paris
Tél : 01 87 02 51 06
www.e-cavej.org
Public

- > Capacité en droit 1^{re} et 2^e années
Licence L1, L2, L3 droit
Master M1 droit privé ou droit public ou droit des affaires
Master M2 juriste d'affaires

Centre de téléenseignement universitaire - Université de Franche-Comté (CTU)

25000 Besançon
Tél : 03 81 66 58 70
<http://ctu.univ-fcomte.fr>
Public

Centre national d'enseignement à distance (Cned)

86360 Chasseneuil-du-Poitou
Tél : 05 49 49 94 94
www.cned.fr
Public
> BTS notariat
Capacité en droit
Licence administration publique (LAP)
Licence pro métiers du notariat
> Préparation au concours de catégorie B de conseiller pénitentiaire d'insertion et de probation
> Préparation aux concours de catégorie B de justice : greffier des services judiciaires

Conservatoire national des arts et métiers (Cnam)

75003 Paris
Tél : 01 40 27 20 00
www.cnam.fr
<http://ecole-ingenieur.cnam.fr>
<http://foad.cnam.fr>
Public
> L'offre FOAD (formation ouverte et à distance) du Cnam concerne 500 unités d'enseignement entièrement à distance portant sur les 2 domaines d'enseignement du Cnam : sciences et techniques et disciplines tertiaires.

Enseignement à distance - Université Grenoble Alpes (UGA)

38400 Saint-Martin-d'Hères
Tél : 04 57 42 21 42
<http://formations.univ-grenoble-alpes.fr/fr/index.html>
Public
> Master M1 droit des affaires ou droit privé fondamental ou droit public ou droit international et européen
Master M1, M2 gouvernance européenne
> Licence L1, L2, L3 droit

Enseignement à distance - Université Rouen Normandie (EAD)

76130 Mont-Saint-Aignan
Tél : 0800 281 452
<http://ead.univ-rouen.fr>
Public
> Capacité en droit
Licence droit
Master M2 droit public, services et politiques publics
Master M1 droit, justice, procès et procédures

Faculté Jean Monnet - Enseignement à distance - Université Paris Sud

92330 Sceaux
Tél : 01 40 91 17 00
www.jm.universite-paris-saclay.fr/formation/formations-distance-ead
Public
> Licence L1, L2, L3 droit

Formation continue - Université de Nantes

44000 Nantes
Tél : 02 72 64 88 37
www.fc.univ-nantes.fr
Public
> Master 2 droit et sécurité des activités maritimes et océaniques

Institut de développement et d'innovation pédagogique - Université de Strasbourg (DIP)

67000 Strasbourg
Tél : 03 68 85 50 57
www.unistra.fr
<https://dip.unistra.fr>
Public
> Master M2 droit de l'internet et des systèmes d'information

Institut d'enseignement à distance - Université Paris 8 (IED Paris 8)

93200 Saint-Denis
Tél : 01 49 40 72 00
www.iedparis8.net
Public
> DU criminologie
> Licence L1, L2, L3 droit
Master droit public, droit privé processuel, droit de la santé

Institut d'études politiques de Grenoble (IEP Grenoble)

Sciences-Po Grenoble
38400 Saint-Martin-d'Hères
Tél : 04 76 82 60 00
www.sciencespo-grenoble.fr
Public
> Master M1, M2 gouvernance européenne ; master M1, M2 Méditerranée et Moyen-Orient

Institut universitaire de technologie de Grenoble 2 - Site Doyen Gosse (IUT)

Université Pierre Mendès France
38000 Grenoble
Tél : 04 76 28 46 06
<http://iut2.univ-grenoble-alpes.fr>
Public
> BUT carrières juridiques

Institut universitaire de technologie de Grenoble 2 - Site Verdun (IUT2)

Université Pierre Mendès France
38000 Grenoble
Tél : 04 76 03 79 51
<http://iut2.univ-grenoble-alpes.fr>
Public
> BUT carrières juridiques

Service d'enseignement à distance de la faculté des sciences juridiques, politiques et sociales - Université Lille 2

59000 Lille
Tél : 03 20 90 74 03
<https://droit.univ-lille.fr/>
Public
> Licence L1, L2, L3 droit
Master M1 de droit public ou de droit privé.

Service FOAD - Université Toulouse Capitole 1

31000 Toulouse
Tél : 05 61 63 35 00
<https://https://www.ut-capitole.fr/formations/se-former-autrement/formation-ouverte-et-a-distance/>
Public
> Licence L1, L2, L3 droit
Licence L3 science politique
Master M1, M2 droit pénal et sciences criminelles, droit des affaires, droit public, droit international et droit européen, droit immobilier, droit du patrimoine, droit social, science politique

Service Formation continue - Université de Lorraine

54000 Nancy
Lorraine
Tél : 03 83 68 28 32
<http://fc.univ-lorraine.fr/accueil/>
Public



www.cidj.com
rubrique réseau IJ

Plus de 1300 structures
Info Jeunes vous accueillent
à travers toute la France.
Vous y trouverez
conseils, infos et adresses
de proximité.

Carnet d'adresses

Actuel Ile-de-France

Liste 1 Faculté privée	p. 20
Liste 2 Formations en alternance	p. 20
Liste 3 Formation continue	p. 21

■ Liste 1 (IDF)

Faculté privée

Ces facultés de droit sont des établissements privés. Le coût des formations commence à partir de 5 000 €. Elles préparent aux mêmes diplômes que les universités publiques.

75006 Paris

Faculté libre de droit, d'économie et de gestion (FACO)
Département de droit
Tél: 01 53 10 24 70
<http://facoparis.com>
Privé

- > Parcours droit niveau bac+3
Admission: les candidatures et inscriptions se font hors Parcoursup et directement sur leur site internet
Durée: 3 ans
- > Parcours droit anglais
Admission: Sur dossier et entretiens.
Inscription parallèle en L1 de droit
Durée: 3 ans
- > Parcours droit sciences politiques
Admission: Sur dossier et entretien.
Inscription parallèle en L1 de droit
Durée: 3 ans
- > Droit des affaires, banque et fiscalité
Admission: sur dossier et entretien.
Durée: 13 mois
- > Droit international et européen des affaires, niveau bac + 3/4
Admission: sur dossier et entretien
Durée: 1 an
- > Droit patrimonial, mentions immobilier ou notarial, niveau bac + 3/4
Admission: sur dossier et entretien.
Durée: 3 ans

92130 Issy-les-Moulineaux

Faculté libre de droit - Campus Issy (FLD)
Tél: 01 78 16 20 00
www.fld-lille.fr
Privé

- > Licence de droit et de culture juridique
Durée: 3 ans
- > Licence européenne de droit trilingue
Admission: Avoir un bon niveau d'anglais (B2 selon la grille européenne) et de bonnes bases en allemand ou en espagnol
Durée: 3 ans
- > Double diplôme International Business et Law
Durée: 5 ans

■ Liste 2 (IDF)

Formations en alternance

Les établissements suivants proposent des formations dans le cadre du contrat d'apprentissage (A) ou du contrat de professionnalisation (CP).

75005 Paris

Université Panthéon-Sorbonne
Tél: 01 44 07 80 00
www.pantheonsorbonne.fr
Public

- > Master pro M2 droit européen parcours droit de l'agriculture et des filières agroalimentaires: A
- > Master pro M2 droit social parcours droit de la protection sociale d'entreprise: A
- > Master pro M2 droit social parcours juriste de droit social: A
- > Master pro M2 droit de la sécurité sanitaire et alimentaire: A
- > Master pro M2 droit public parcours droit de l'énergie: A

75006 Paris

CFA université et sports - Paris
Tél: 01 45 65 43 10
www.cfaunivsport.com
<https://fr-fr.facebook.com/univsportparis/>
Public

- > Licence L3 Droit: A
Admission: être sportif de haut niveau.

75006 Paris

Mission orientation emploi de l'université Panthéon Assas
Tél: 01 44 41 58 75
www.u-paris2.fr
Public

- > Master M2 droit fiscal: A
- > Master pro M2 défense et dynamiques industrielles: A
- > Master pro M2 droit sanitaire et social: A
- > Master pro M2 droit et pratique des relations de travail: A
- > Master pro M2 fiscalité internationale: A
- > Master pro M2 droit des affaires et management: A
- > Master pro M2 droit immobilier et de la construction: A
- > Master pro M2 gestion du patrimoine privé et professionnel: A
- > Master pro M2 juriste conseil des collectivités territoriales: A
- > Master pro M2 droit du marché et du patrimoine artistique: A

75006 Paris

Université Paris Descartes
Tél: 01 76 53 16 50
www.parisdescartes.fr
Public

- > Master M2 droit privé parcours droit et gestion du patrimoine: A, CP
- > Master M2 droit de la santé parcours droit des industries des produits de santé: A, CP
- > Master M2 droit privé parcours droit des activités numériques: A, CP

75009 Paris

École nationale de procédure (ENP)
Tél: 01 49 70 92 10
www.enp-formation.fr
Privé

- > Certificat de qualification professionnelle de clerc aux procédures: CP
Durée: 232 heures sur 9 mois

75009 Paris

H3 Campus - Site Paris Saint-Lazare
Tél: 01 42 80 00 49
www.h3campus.fr
Privé hors contrat

- > Bachelor responsable administratif et juridique (titre certifié), niveau bac + 3/4: CP, A
Admission: bac + 2 ou équivalent, avoir un bon niveau d'anglais.
Durée: 1 an

75010 Paris

European School of Advanced Management (Esam)
Tél: 01 80 97 65 39
www.esam-ecoles.com
Association

- > Titre certifié juriste d'affaires spécialité management et ingénierie juridique, niveau bac + 5: CP
Admission: licence de droit + concours propre
Durée: 1 ou 2 ans

75016 Paris

Université Paris-Dauphine
Tél: 01 44 05 41 22
www.dauphine.fr/fr/formations-et-diplomes/alternance.html
Public

- > Master M2 droit spécialité juriste financier: A

77100 Meaux

Institut universitaire de technologie de Marne-la-Vallée - Site de Meaux (IUT)
Tél: 01 64 36 44 10
<http://iut.u-pem.fr>
Public

- > Licence pro métiers du droit de l'immobilier parcours management et droit des affaires immobilières: A

77420 Champs-sur-Marne

Institut universitaire de technologie de Marne-la-Vallée - Site de Champs-sur-Marne (IUT)
Tél: 01 60 95 85 85
<http://iut.u-pem.fr>
Public

- > Licence pro activités juridiques: métiers du droit de l'immobilier management et droit des affaires immobilières: A
Durée: 1 an

77700 Marne-la-Vallée

CFA Descartes (Adefsa)
Tél: 01 64 61 65 00
www.cfadescartes.fr
Privé hors contrat

- > Licence pro métiers du droit de l'immobilier parcours management et droit des affaires immobilières: A

78120 Rambouillet

École supérieure des systèmes de management (Essym)
Tél: 01 34 83 95 78
www.essym.fr
Consulaire

- > Master M1, M2 droit immobilier public: A, CP

78280 Guyancourt

CFA d'Alembert (UVSQ/CCIV)
Tél: 01 30 64 25 80
www.uvsq.fr/cfa-d-alembert-30640.kjsq
Consulaire

- > Master pro M1, M2 droit immobilier public (DIP): A
Durée: 1 ou 2 ans

78280 Guyancourt

Faculté de droit et de science politique (UVSQ)
Tél: 01 39 25 46 40
www.uvsq.fr
Public

- > Master 2 Droit social, parcours Manager stratégique des organismes de protection sociale, niveau bac + 3/4: A
Admission: salarié des organismes de sécurité sociale titulaire d'un diplôme Bac + 4 ou d'une VAP et disposant déjà d'une expérience managériale reconnue
- > Master 2 Droit public, parcours Droit immobilier public, niveau bac + 3/4: A
- > Master 2 Droit public, parcours Droit des contentieux publics: A

91000 Évry

CFA EVE
Tél: 01 60 79 54 00
www.cfa-eve.fr
Association

- > Master M2 droit des affaires parcours juriste d'entreprise: A
- > Master M2 droit public parcours droit des collectivités territoriales: A

91190 Saint-Aubin

Université Paris-Saclay
www.universite-paris-saclay.fr
Public
> Master M2 droit du numérique parcours propriété intellectuelle appliquée : CP

91400 Orsay

CFA Union
Tél : 01 69 15 35 10
http://site.cfa-union.org
Association
> Master M2 contrats et contentieux : A
Admission : M1 de droit privé ou diplôme admis par la Commission d'équivalence de l'université
> Master M2 droit social, protection sociale et santé : A
> Master M2 droit social et gestion des ressources humaines : A

92000 Nanterre

Service formation continue de l'université Paris Nanterre (SFC)
Tél : 01 40 97 78 66
http://formation-continue.parisnanterre.fr
Public
> Master M1, M2 droit privé parcours droit privé fondamental : A
> Master M1, M2 droit social parcours droit social, protection sociale et santé : A
> Master M1, M2 droit social parcours droit social et gestion des ressources humaines : A, CP

92300 Levallois-Perret

Institut des hautes études de droit rural et d'économie agricole (Ihedrea)
Tél : 01 41 06 62 22
www.ihedrea.org
Privé hors contrat
> Titre certifié conseiller en droit rural et économie agricole, niveau bac + 3/4 : A, CP
Admission : sur concours.
Durée : 4 ans (alternance uniquement pour les 3^e et 4^e années)

93200 Saint-Denis

Direction formation continue, alternance et VAE Paris 8
Tél : 01 49 40 70 70
www.fp.univ-paris8.fr
Public
> Licence pro droit social et ressources humaines : CP
> Master M2 propriété industrielle et industries de santé : CP
> Master M2 droit privé spécialisation droit des affaires et fiscalité : CP
> Master M2 droit privé spécialisation droit des personnes de la famille et des patrimoines : CP

93430 Villetaneuse

Institut universitaire de technologie de Villetaneuse (IUT Villetaneuse)
Tél : 01 49 40 30 00
www.iutv.univ-paris13.fr
Public
> BUT carrières juridiques : A
> Licence pro marchés publics et métiers de l'achat public : A, CP

94000 Créteil

Université Paris Est Créteil Val-de-Marne (Upec)
Tél : 01 45 17 11 79/01 41 78 47 96 (SCUIO-IP)
www.u-pec.fr
Public
> Master patrimoine parcours gestion de patrimoine : A
> Master M2 droit des assurances : A

94150 Rungis

Institut de formation commerciale permanente (Ifocop)
Tél : 01 56 34 69 69
www.ifocop.fr
Association
> Titre certifié assistant-e juridique, niveau bac + 2 : CP
Admission : bac ou plus ou autodidacte, expérience professionnelle souhaitée. Sur dossier et entretien.
Durée : 8 mois

94410 Saint-Maurice

CFA Sup 2000
Tél : 01 43 53 68 00
www.cfasup2000.fr
www.facebook.com/cfasup2000
Association
> BUT carrières juridiques option institutions financières : A

95000 Cergy-Pontoise

Essec Business School (Essec)
Tél : 01 34 43 30 00
www.essec.fr
Association
> Diplôme de l'ESSEC grande école - Master in management, niveau bac + 5 : A
Admission : - admission en 1^{re} année : prépa ECS, ECE, ECT, ULM, A/L ou B/L + concours BCE
- admission en 2^e année : bac + 4/5 + dossier, tests et entretien
Durée : 4 ans ; possibilité de contrat d'apprentissage à partir de la 2^e année

95000 Cergy-Pontoise

Université de Cergy-Pontoise
Tél : 01 34 25 63 22
www.u-cergy.fr
Public
> Master M1, M2 droit des affaires parcours droit du financement et des investissements immobiliers : A, CP
> Master M1, M2 droit des affaires parcours droit pénal et éthique des affaires option ressources humaines et emploi responsable : A, CP
> Master M1, M2 droit des affaires parcours droit fiscal et douanier : A, CP
> Master M1, M2 droit des affaires parcours droit pénal financier : A, CP
> Master M1, M2 droit public parcours droit et management de la santé : A
> Master M1, M2 droit des affaires parcours droit pénal et éthique des affaires option finance et investissement responsables : A, CP
> Master droit public parcours droit des collectivités territoriales et politiques publiques : A, CP

■ Liste 3 (IDF)**Formation continue****Ces formations s'adressent aux salariés et aux demandeurs d'emploi.****75009 Paris**

École nationale de procédure (ENP)
Tél : 01 49 70 92 10
www.enp-formation.fr
Privé
> Certificat de qualification professionnelle de clerc aux procédures
Public : salariés des études
Conditions : Bac général ou professionnel ou 3 ans d'expérience dans une étude d'huissier de justice
Durée : 232 heures sur 9 mois
> Certificat de qualification professionnelle de clerc significateur
Public : salariés des études, clerc significateur débutant et expérimenté
Admission : Être salarié d'une étude
Durée : 60 heures de formation sur 4 mois maximum
> Certificat de qualification professionnelle de clerc expert
Public : Salariés des études d'huissier de justice titulaires d'un master 1/titulaires du CQP ou du titre de clerc aux procédures avec 2 ans d'expérience
Durée : 481h ou 2 ans
Coût : 10,50 €/h

93430 Villetaneuse

Institut universitaire de technologie de Villetaneuse (IUT Villetaneuse)
Université Sorbonne Paris Nord
Tél : 01 49 40 30 00
www.iutv.univ-paris13.fr
Public
> BUT carrières juridiques



cidj
#Infojeunesse

**LE CIDJ,
UN CARREFOUR D'ÉCHANGES
ET DE SERVICES**

- Entretiens personnalisés
- Logiciels d'aide à l'orientation
- Accueil de groupes et animations thématiques
- Job dating et alternance dating
- Espace co-working

Des partenaires spécialisés :

- CIO Médiacom
- Pôle emploi
- Point d'accès au droit des jeunes
- BGE Adil
- Cllaj

cidj
101 quai Branly
75015 Paris
Tél : 01 44 49 12 00
Métro : Bir-Hakeim
ou Champ de Mars
www.cidj.com